

Etablissement public à caractère administratif
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Représenté par M. Sébastien Soriano, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 3 janvier 2025 (JORF du 4 janvier 2025)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CCP n°GBM 25066

Formations réglementaires et qualifiantes à l'intention des personnels techniques et pilotes de l'IGN dans le cadre des agrémentes aéronautiques et de la Qualification de Type

Service responsable de la passation du marché :
Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94160 Saint-Mandé CEDEX

Le présent CCP comporte 15 feuillets numérotés de 1 à 15.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	PREAMBULE.....	3
ARTICLE 2 -	OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 -	NATURE, FORME, MODE D'EXECUTION ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 4 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5 -	DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 6 -	BONS DE COMMANDE.....	6
ARTICLE 7 -	INFORMATION SUR LE CALENDRIER D'EXECUTION DES FORMATIONS	7
ARTICLE 8 -	LIEU DES FORMATIONS.....	7
ARTICLE 9 -	PRECISIONS SUR LES FORMATIONS A DISPENSER	7
9.1	OBJECTIFS DES FORMATIONS	7
9.2	NIVEAUX DE FORMATION	9
ARTICLE 10 -	GESTION ADMINISTRATIVE DES FORMATIONS.....	9
10.1	CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS.....	9
10.2	ATTESTATION DE FORMATION	9
10.3	MODALITES D'INSCRIPTION ET CONVOCATION AUX FORMATIONS	10
10.4	MODALITES D'ANNULATION OU DE CHANGEMENT DE DATE.....	10
10.5	EVALUATION DES FORMATIONS.....	10
ARTICLE 11 -	SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 12 -	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	11
12.1	PRIX DU MARCHÉ	11
12.2	CONDITIONS DE PAIEMENT.....	12
ARTICLE 13 -	AVANCE	14
ARTICLE 14 -	SECRET- CONFIDENTIALITE	14
ARTICLE 15 -	RESILIATION.....	14
ARTICLE 16 -	LITIGE	14
ARTICLE 17 -	ASSURANCES.....	15
ARTICLE 18 -	LANGUE DU MARCHÉ	15
ARTICLE 19 -	DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	15

ARTICLE 1 - PREAMBULE

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public à caractère administratif de l'État placé sous la double tutelle du ministre chargé du développement durable et du ministre chargé des forêts. Les missions de l'IGN sont définies dans le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié.

L'institut a pour vocation de décrire, d'un point de vue géométrique et physique, la surface du territoire national et l'occupation de son sol, d'élaborer et de mettre à jour l'inventaire permanent des ressources forestières nationales prévu par l'article L. 521-1 du code forestier, ainsi que de faire toutes les représentations appropriées, d'archiver et de diffuser les informations correspondantes. Il contribue ainsi à l'aménagement du territoire, au développement durable et à la protection de l'environnement, à la défense et à la sécurité nationale, à la prévention des risques, au développement de l'information géographique et à la politique forestière en France et au niveau international.

Le service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA) de l'IGN, situé sur l'aéroport Paris-Beauvais à Tillé (Oise), possède et met en œuvre trois avions Beechcraft King Air série 200 modifiés par ajout de trappes photographiques.

En matière de maintien de navigabilité, les aéronefs de l'IGN relèvent de l'annexe 1 du règlement EU 2018/1139 (soumis au cadre réglementaire national). Le SIA dispose de son propre atelier de maintenance agréé EASA Part 145 (avec une extension Prime permettant d'entretenir les trois avions) et d'un pôle technique aéronautique en charge du suivi de navigabilité.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la formation réglementaire et qualifiante des personnels techniques et pilotes de l'IGN dans le cadre des agréments aéronautiques et de la Qualification de Type.

Ces formations devront être conformes à la réglementation en vigueur et sont pour l'essentiel destinées aux techniciens de maintenance aéronautique, responsables du suivi de navigabilité, pilotes, photographes navigants et personnels d'encadrement du SIA de l'IGN.

Les conditions d'exécution du marché sont définies dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) n°GBM 25066.

Les dispensateurs des formations doivent être titulaires d'une certification délivrée par la DGAC ou l'EASA.

ARTICLE 3 - NATURE, FORME, MODE D'EXECUTION ET ETENDUE DU MARCHÉ

Nature et forme :

Ce marché public de services est divisé en trois lots juridiques donnant lieu chacun à un marché distinct.

Ces lots sont décrits ci-après :

Lot 1	Formations réglementaires dans le cadre des agréments aéronautiques détenus au bénéfice des agents du domaine aéronautique de l'IGN
Lot 2	Formations pour le maintien de la Qualification de Type au bénéfice des pilotes de l'IGN
Lot 3	Formation en anglais aéronautique pour la préparation aux épreuves écrites et orales du FCL 055 IFR au bénéfice des pilotes de l'IGN

Mode d'exécution :

Chaque lot du marché est exécuté sous la forme d'un accord-cadre conclu avec un seul opérateur économique, en application de l'article L.2125-1 et du second alinéa de l'article R.2162-2 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Etendue :

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de cent cinq mille euros hors taxes.

Le montant total des bons de commande émis par l'IGN pendant la durée de validité du marché ne pourra dépasser ce montant plafond ni excéder les montants maximaux définis ci-après pour chacun des lots.

Lot 1	40 000 € HT
Lot 2	60 000 € HT
Lot 3	5 000 € HT

Certaines formations ayant lieu en moyenne tous les deux ans, l'IGN n'est pas en mesure de fixer des seuils annuels pour ce marché. De ce fait, les seuils maximaux annoncés couvrent toute la durée possible du marché.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Chacun des trois lots du marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement du titulaire et ses éventuelles annexes ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) n° GBM 25066 ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté interministériel du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 (ce document réputé connu n'est pas annexé au marché) ;
4. L'offre technique du titulaire (constituée d'un cadre de réponse technique renseigné) et l'offre financière du titulaire [constituée d'un fichier au format Excel (dénommé BPU) relatif à un lot donné] ;
5. Un éventuel catalogue de formations aéronautiques (pour les lots 1 et 2) ;
6. Toutes autres pièces contractuelles postérieures à la notification du marché.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les stipulations des pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

L'exemplaire original de ces pièces conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHÉ

Chaque lot du marché prend effet à compter de la date de réception de sa notification.

La notification consiste en un envoi des marchés signés à leur attributaire respectif.

Chaque lot est conclu pour une période initiale de 24 mois.

Au-delà de cette période initiale, il est renouvelable par tacite reconduction pour deux nouvelles périodes de douze mois chacune, sauf si l'IGN fait part au titulaire, par pli recommandé et au moins trente jours avant la fin de la période en cours, de son intention de ne pas reconduire le marché.

La durée de validité des lots ne peut excéder quarante-huit mois suivant la date de leur prise d'effet.

ARTICLE 6 - BONS DE COMMANDE

Chaque fois que l'IGN aura identifié des besoins en formations, celui-ci les commandera auprès du titulaire de l'un des trois lots du marché, en fonction de la nature des formations souhaitées.

Pour les formations décrites dans l'offre financière remise par les prestataires lors de la passation du marché ou pour celles figurant dans leur éventuel catalogue de formations (pour les lots 1 et 2), l'IGN adressera au titulaire concerné un bon de commande dont le contenu est spécifié infra.

L'émission du bon de commande sera précédée d'échanges entre le titulaire et l'IGN afin de s'accorder sur tous les aspects de la formation souhaitée (date, durée de la session, lieu, programme, etc.).

Pour des actions de formation entrant dans le périmètre des lots du marché mais ne figurant pas dans l'offre financière des prestataires ou dans leur éventuel catalogue de formations, l'IGN adressa une demande de devis au titulaire de chaque lot, par courrier électronique.

L'IGN décrira l'objectif de la formation souhaitée, indiquera le nombre de participants et leur rôle à l'IGN, les dates de début et de fin de session souhaitées ainsi que toute autre information se rapportant notamment à l'organisation logistique de la formation (lieu, etc.).

Dans le délai qui lui aura été fixé, le titulaire transmettra en retour à l'IGN une proposition adéquate décrivant le programme de la formation, les conditions financières et d'exécution de celle-ci ainsi que les moyens techniques, humains et pédagogiques que le prestataire entend mettre en œuvre pour dispenser cette formation. Si la formation doit être réalisée sur le site IGN implanté sur l'aéroport Paris-Beauvais à Tillé (60), le titulaire chiffrera également les frais de déplacement (englobant transport, hébergement éventuel et repas) qu'il entend engager.

Si l'IGN valide la proposition, celui-ci adresse au titulaire concerné un bon de commande défini infra.

Les bons de commande ne peuvent être émis par l'IGN que pendant la durée de validité du marché.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le Directeur Général de IGN et tout agent de l'IGN bénéficiant de sa délégation de signature en matière financière.

Les bons de commande sont envoyés scannés au titulaire concerné, par messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

Le titulaire est réputé avoir reçu le bon de commande au plus tard le jour ouvré suivant la date d'envoi du bon.

Lorsque le titulaire a un doute sur la validité ou le contenu d'un bon de commande, il s'assure de son bien-fondé par courriel, auprès de l'IGN. Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, si, dans un délai de deux jours ouvrés, à compter de la commande, l'IGN n'a pas reçu de réserves, le titulaire est réputé avoir accepté la commande.

Aucune prestation de formation ne peut être exécutée si elle n'est pas prescrite par un bon de commande notifié au préalable au titulaire.

Tout bon de commande émis par l'IGN au titre du marché comportera les indications suivantes :

- le numéro et la date du bon de commande ainsi que le numéro du présent marché ;
- L'identification du titulaire concerné ;
- L'objet de la prestation de formation commandée ;
- Le montant TTC du bon de commande (ou, si le titulaire n'est pas exonéré de TVA, les montants HT et TTC du bon de commande ainsi que le taux de TVA appliqué) ;

- Nombre de participants à la formation ; dates de début et de fin de session, lieu de la formation) ;
- Toute autre mention que l'IGN jugera utile.

ARTICLE 7 - INFORMATION SUR LE CALENDRIER D'EXECUTION DES FORMATIONS

Au regard de l'activité aéronautique de l'IGN, les périodes de formation se concentrent principalement d'octobre à mars de chaque année.

A titre informatif, certaines formations récurrentes (renouvelées tous les deux ans) ont été suivies fin 2023 – début 2024. Une nouvelle session de formations est donc à prévoir fin 2025 - début 2026.

ARTICLE 8 - LIEU DES FORMATIONS

Les titulaires pourront être amenés à dispenser des formations :

- Dans les locaux du service de l'Imagerie et de l'Aéronautique (SIA) implantés sur l'aéroport Paris-Beauvais à Tillé (département de l'Oise) ;
- Sur tout site proposé par les titulaires (ex : formation nécessitant des moyens pédagogiques lourds) après accord de l'IGN.

Le lieu des formations sera spécifié dans les bons de commande.

ARTICLE 9 - PRECISIONS SUR LES FORMATIONS A DISPENSER

9.1 OBJECTIFS DES FORMATIONS

Lot 1 : Formations réglementaires dans le cadre des agréments aéronautiques détenus ou à venir au bénéfice des agents du domaine aéronautique de l'IGN

Les formations – récurrentes ou non - de ce lot sont destinées à maintenir et approfondir le champ de compétences des agents du domaine aéronautique de l'IGN (dirigeant responsable, personnels d'encadrement, techniciens de maintenance aéronautique, personnel navigant, responsables du suivi de navigabilité) et à répondre aux exigences réglementaires liées aux différents agréments aéronautiques détenus actuellement (ou à terme) par l'IGN :

- EASA Part-145 avec extension Prime ;
- Partie CAMO-FR / 145-FR courant 2026 ;
- EASA Part-IS courant 2026 ;
- EASA Part-SPO à terme.

La liste non-exhaustive ci-après donne un aperçu des formations réglementaires suivies actuellement par les agents concernés du SIA de l'IGN (le nombre de participants n'est qu'indicatif et est susceptible d'évoluer) :

- Formation sécurité incluant le facteur humain (Part-145) - (1 journée - 11 stagiaires) ;
- Delta 145 : changements et nouveautés introduits par le règlement - (1 demi-journée - 11 stagiaires) ;
- EWIS Gr5 et FTS N2 - (1 demi-journée - 11 stagiaires) ;
- Formation Part 145 / Part 66 / Part M (1 demi-journée - 11 stagiaires) ;
- Procédures MOE IGN (1 journée - 11 stagiaires) ;
- Global Reporting Format – initial SPO (1 demi-journée – 3 stagiaires) ;
- Part M et CAMO – Initial (1 demi-journée – 2 stagiaires).

Lot 2 : Formations pour le maintien de la Qualification de Type au bénéfice des pilotes de l'IGN

Le Service de l'Imagerie et de l'Aéronautique dispose de trois avions de type Beechcraft King Air séries 200 pour les activités de captation aérienne de données. Ces trois vecteurs sont armés par le personnel navigant de l'unité, composé de trois pilotes et quatre photographes navigants.

Les formations réglementaires de ce lot sont destinées à maintenir et contrôler le niveau de compétences des trois pilotes de l'IGN dans le cadre de la prorogation annuelle ou du renouvellement de la qualification de type.

Des séances complémentaires sur simulateur de vol King Air 200 series au sein d'un centre de formation agréé (ATO) pourront être réalisées dans ce cadre.

Lot 3 : Formation en anglais aéronautique pour la préparation aux épreuves écrites et orales du FCL 055 IFR au bénéfice des pilotes de l'IGN

Cette formation doit permettre aux pilotes de l'IGN de justifier sur leur licence d'une mention de leur compétence linguistique en état de validité selon les modalités fixées par le règlement européen EASA FCL.055 sous régime de vol IFR.

9.2 NIVEAUX DE FORMATION

Les formations afférentes à chacun des lots requièrent des compétences métiers de la part des participants. Elles visent le maintien à niveau et le renforcement de ces compétences dans un cadre réglementaire défini.

Le titulaire s'engage donc à dispenser des formations et/ou réaliser des contrôles de connaissances conformément à la réglementation en vigueur. En cas d'évolution des règles relatives aux opérations aériennes, à l'entretien et au maintien de la navigabilité des aéronefs, le titulaire devra être en mesure d'adapter son programme de formation et de contrôle des connaissances en fonction des nouvelles règles en vigueur.

ARTICLE 10 - GESTION ADMINISTRATIVE DES FORMATIONS

10.1 CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

A compter de la notification du marché, les titulaires des lots du marché désignent le nom et les coordonnées professionnelles de la ou des personnes chargées de conduire et de diriger l'exécution des prestations en leur nom.

Pour l'IGN, le suivi technique du marché est assuré par le responsable formation du service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA), pour toute question relative à l'organisation et au contenu de la formation.

L'adresse de contact du référent sera communiquée après notification du marché.

Le suivi administratif IGN du marché est assuré par le Département des marchés (courriel : marches-publics@ign.fr).

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

10.2 ATTESTATION DE FORMATION

Chacun des prestataires s'engage à remettre une attestation de formation pour chaque agent ayant suivi une formation. Si les attestations sont transmises par e-mail à l'IGN, le titulaire dispose d'un délai maximum de dix jours ouvrés pour les faire parvenir.

La réception par l'IGN des attestations de formation ouvre droit au paiement des formations dispensées.

10.3 MODALITES D'INSCRIPTION ET CONVOCATION AUX FORMATIONS

Afin de programmer les sessions de formation, les demandes d'inscriptions à celles-ci seront transmises par courriel au titulaire, par le responsable formation du SIA ou par tout agent habilité de l'IGN.

L'IGN communiquera au titulaire ses besoins en formation au minimum 1 mois avant la période de démarrage souhaitée.

Les convocations aux formations seront adressées par e-mail à l'IGN qui les remettra aux agents concernés.

10.4 MODALITES D'ANNULATION OU DE CHANGEMENT DE DATE

Sauf commun accord entre les parties, l'IGN se réserve la possibilité d'annuler des inscriptions à des sessions de formation ou de modifier une date sans pénalités sous réserve que ces annulations ou modifications interviennent au plus tard 10 jours calendaires avant la date de la formation.

Toute demande d'annulation ou de modification intervenant entre 10 jours et 5 jours précédant la date de la formation entraînera une indemnité égale à 30% du coût de la formation. Toute formation annulée ou modifiée dans les 5 jours précédant son commencement entraînera le paiement d'une indemnité de 50 % du coût de la formation.

Toute formation commencée est due en totalité.

Par ailleurs, un agent IGN inscrit pourra être remplacé par un autre agent IGN à tout moment (avant le début de session) sans frais supplémentaires ou indemnité.

Les demandes d'annulation ou de modification de date seront effectuées, par courriel, par le responsable formation du SIA ou par tout agent habilité de l'IGN.

En cas d'annulation ou de modification de date par le titulaire, celui-ci s'engage à en informer expressément l'IGN.

10.5 EVALUATION DES FORMATIONS

Après chaque session de formation, le Département GPEEC Formation pourra effectuer une évaluation de la prestation auprès des stagiaires IGN. Ces évaluations seront notées sur 100 points pondérées de la manière suivante :

Critères d'évaluation	Coefficient de pondération
Formation (contenu, respect du programme défini, moyens pédagogiques à disposition)	70

Encadrement pédagogique (connaissances, qualités pédagogiques)
--

30

Si le titulaire se voit attribuer à l'issue d'une formation une note inférieure à 50, l'IGN se réserve la possibilité de résilier le marché qui le lie au titulaire.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et à l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial doit être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

La présentation de ces renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 12 - PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

12.1 PRIX DU MARCHE

Principes généraux

La monnaie de référence du marché est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur (dans le cas où un prestataire ne serait pas exonéré de TVA).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations à la date d'effet de ces dernières, les frais éventuels de déplacement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le marché est conclu à prix unitaires et révisables pour les formations commandées sur bordereau de prix unitaires (BPU) ou, le cas échéant, pour les lots 1 et 2, sur catalogue.

Les prestations de formation commandées sur devis sont traitées à prix forfaitaires et fermes.

Prix initiaux

La première année du marché, les prestations de formation sont rémunérées :

- soit sur la base des prix, éventuellement remisés, figurant dans les bordereaux des prix unitaires remis par les titulaires lors de la passation du marché ;
- soit, pour les lots 1 et 2, par application des prix affichés dans le catalogue éventuel des titulaires (ces prix publics se verront appliquer le taux de remise éventuellement consenti sur le catalogue pour toute la durée du marché) ;
- soit sur la base des prix globaux des devis acceptés par l'IGN.

Prix de règlement

Les prix des formations (hors celles commandées sur devis) sont ensuite révisables à l'échéance de chaque période annuelle d'exécution du marché :

- soit par référence (pour les lots 1 et 2) aux tarifs publics éventuellement remisés figurant dans le catalogue actualisé des titulaires ;
- soit par référence aux prix initialement proposés par les titulaires dans les BPU éventuellement révisés à partir de la deuxième année du marché.

L'évolution du prix de chaque formation est limitée à 2 % d'une année sur l'autre dans les deux cas.

12.2 CONDITIONS DE PAIEMENT

Emission des factures

Les factures sont émises à l'issue de l'exécution d'un bon de commande et après réception par l'IGN des attestations de formation.

Les factures doivent porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- la date d'émission de la facture,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- les coordonnées bancaires de son compte,
- le numéro de marché,
- le numéro du bon de commande émis par l'IGN,
- l'objet de la prestation de formation concernée,
- le montant TTC,
- si le prestataire n'est pas exonéré de TVA, les montant HT et TTC, le taux et le montant de la TVA ainsi que le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN.

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

Délais de paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue à terme échu, suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif dans un délai global maximum de trente jours à compter de la réception des factures dûment renseignées.

Le décompte du délai se fait à réception de la facture qui vaut demande de paiement. Toutefois, le point de départ du délai est la date à laquelle le paiement est exigible, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire et des sous-traitants éventuels.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituée d'une dotation de l'Etat et de recettes d'activités.

ARTICLE 13 - AVANCE

Aucune avance ne sera versée au titre du marché.

ARTICLE 14 - SECRET- CONFIDENTIALITE

Le titulaire garde pendant toute la durée du marché et après son achèvement, le secret le plus strict vis-à-vis des tiers, sur les informations, renseignements et documents recueillis ou portés à sa connaissance à titre confidentiel.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires et appropriées, y compris auprès de son propre personnel, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

Les termes de cet article s'appliquent en intégralité au(x) sous-traitant(s) éventuel(s) des titulaires.

ARTICLE 15 - RESILIATION

L'IGN se réserve la possibilité de résilier le marché qui le lie à un titulaire dans l'hypothèse évoquée à l'article 10.5 du présent CCP.

L'IGN peut prononcer la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les cas énumérés à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

Dans les cas prévus aux i, m et n de l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'IGN adressera un courrier recommandé avec demande d'accusé de réception signifiant la résiliation du marché. La résiliation prend effet à compter de la notification de la décision.

Dans les autres cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'IGN peut prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire a un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'IGN pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire fautif.

ARTICLE 16 - LITIGE

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.

La loi française est seule applicable au présent marché.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IGN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18 - LANGUE DU MARCHÉ

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

Certaines documentations techniques peuvent être en anglais.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles 30 et 14 du CCAG-FCS relatifs respectivement aux admissions et aux pénalités ne s'appliquent pas au présent marché.

L'article 6 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.